



CRILAN INFORMATIONS

Association agréée au titre de la défense de l'environnement

N°49

2ème-3ème
TRIMESTRES 2013

SOMMAIRE:

Page 2 :

- EDITO
- Assemblée générale du CRILAN-Flamanville, 28 avril 2013

Page 3 :

- Cherbourg 17 avril 2013 : Retours de combustibles MOX pour le Japon !

Page 4:

- Nucleopolis aux Pieux ou quand la sûreté nucléaire entre en carénage...

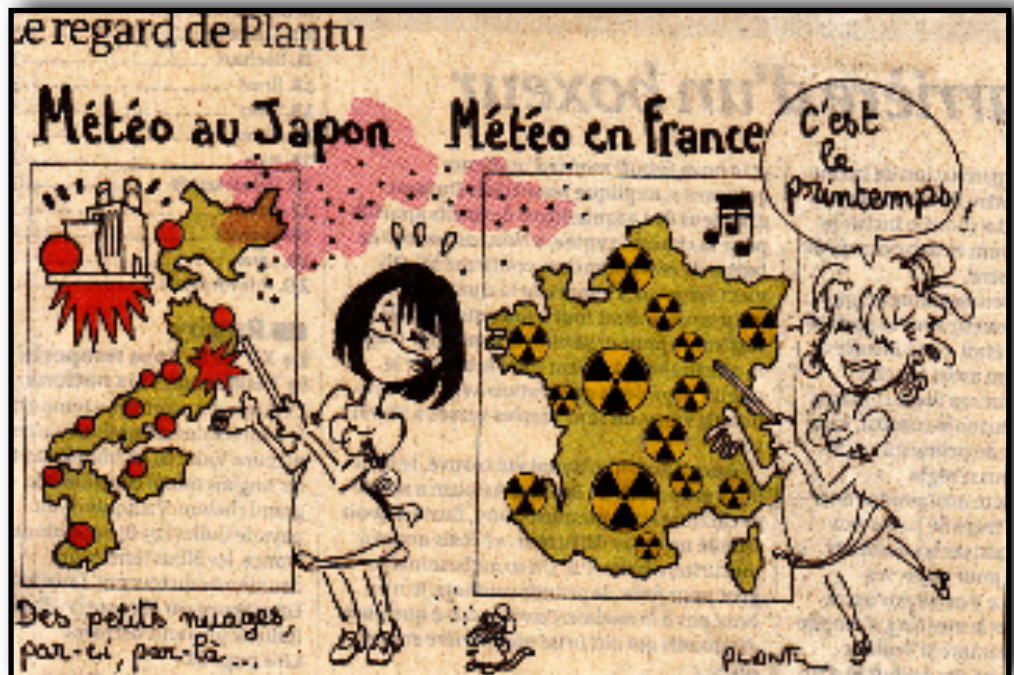
Page 5 : Le P(i)PI de l'arsenal de Cherbourg

Pages 6-7-8-9-10-11
DOSSIER : UNE DÉLÉGATION Inter CLI DE LA MANCHE AU JAPON .Compte-rendu de Didier ANGER

Page 12 :

- Le débat public CIGEO s'exporte à Cherbourg le 27 juin
- "Avenir radieux, une fission française"
- Juridique...
- **ABONNEZ-VOUS !**

DOSSIER SPÉCIAL JAPON : UNE DÉLÉGATION DE LA MANCHE À FUKUSHIMA...



MINAMISOMA, Préfecture de FUKUSHIMA " PARTOUT S'ENTASSENT DES SACS DE TERRE CONTAMINÉE DONT ON NE SAIT QUE FAIRE..."

Nous consacrons une grande partie de ce numéro aux enseignements et réflexions du CRILAN après le voyage effectué du 13 au 21 avril par une délégation du groupe de travail inter CLI post Fukushima mis en place en avril 2011.

Personne dans la délégation n'a pu rester insensible devant la détresse des témoignages de la population japonaise qui se sent "trahie" et "discriminée". Pas plus devant l'ampleur de la décontamination entreprise qui s'avère **dérisoire et illusoire**... Comment ne pas partager la colère du maire de Minamisoma quand il s'écrie : *"La Fédération des producteurs d'électricité arrose les médias nationaux depuis 40 ans 60 milliards de yens lan, et manipulent ainsi la population. On veut encore nous faire croire que l'énergie nucléaire est une énergie propre et très bien protégée."*

Mais pas plus au Japon qu'en France, malgré la catastrophe là-bas et la grande hostilité de la population qui veut tourner la page du nucléaire, le gouvernement n'est prêt à en sortir. Au Japon il s'apprête à programmer la réouverture des

centrales et en France, à prolonger l'existence des siennes jusqu'à soixante ans, en essayant, heureusement avec difficulté, de vendre à l'étranger, à n'importe quel prix... À la Chine, à l'Inde, et maintenant à la Turquie sans être très regardant sur les problèmes sismiques et géopolitiques de ces états. Seul compte le "bizness"!

Dans ce contexte, les CLI ne vont-elles pas être utiles pour faire accepter l'inacceptable à l'opinion publique?

Rappelons-nous: dans les années 70/80, on lui a vendu des centrales sûres et un accident, impossible.

Puis il y eut TMI Tchernobyl., FUKUSHIMA, alors le lobby s'est adapté:

« *Malgré les précautions prises, un accident est possible. Personne ne peut garantir qu'il n'aura jamais lieu et l'improbable est envisageable* » a indiqué André Claude Lacoste, qui vient de quitter la Présidence de l'Autorité de sûreté nucléaire.

Et des membres de la délégation manchoise ont déclaré ce qui est une évidence à l'aune de la situation japonaise, que la France

n'était pas prête à faire face à un accident nucléaire.

Comme si on pouvait laisser croire à la population que la seule existence des CLI et leur pluralisme puissent empêcher un accident par nature imprévisible!, comme si on pouvait lui laisser penser que les mesures post accidentelles à la CODIRPA puissent faire revivre des zones gravement contaminées ! Comme si la meilleure façon d'éviter la situation accidentelle n'était pas de prendre la décision politique d'arrêt du nucléaire !

Le CRILAN, présent dans les CLI du Cotentin depuis le début de leur existence a toujours affirmé que son rôle y était la seule information. Dans les réunions de travail Inter CLI, il a toujours précisé que son but était **d'analyser les risques inhérents aux installations nucléaires du Nord Cotentin. en insistant sur le I d'Information des CLI qu'il ne voulait pas voir confondu avec le I d'intégration au système**. Fidèle à lui-même, il ne s'associera pas à la réflexion post accidentelle.

Le 10 mai 2013

L'Assemblée générale du CRILAN ...

L'assemblée générale du CRILAN s'est tenue comme chaque année, au printemps, le dimanche 28 avril 2013, à la ferme aux 5 saisons, à Flamanville.

Après le moment de convivialité du repas pris en commun, avec la "teurgoule" arrosée de "beire", comme il se doit, l'A.G. s'est ouverte à 14 heures (79 personnes présentes ou représentées). Le rapport moral a donné lieu à des discussions intéressantes, notamment à propos des travaux de l'inter CLI (regroupant les 3 commissions locales auprès des installations nucléaires du Cotentin) qui sont sur le point d'aboutir à la rédaction du **"livre blanc des CLI de la Manche"**. Elle a été close à 16 heures.

Didier ANGER responsable de l'association, a ensuite présenté le compte rendu du voyage du Groupe de travail post-Fukushima au Japon, tel qu'il l'a vécu et analysé. Ses conclusions ont été longuement discutées par l'Assemblée surtout en ce qui concerne la stratégie du lobby, les notions de nouvelle gouvernance et le piège de la participation à la gestion post accidentelle.

Nous comptons cette année **125 adhérents individuels**. (+ 2 associations adhérentes)

Ces adhérents habitent pour 50% la Manche, 63% la région de Basse Normandie, pour 36% le reste du territoire national et 1% à l'étranger.

Des propositions ont été faites à propos de la vie de l'association que le Conseil d'administration (14 membres comme l'an dernier) doit maintenant mettre en oeuvre.

Compte-rendu plus précis des rapports moral et financier sur le site : www.crilan.fr



17 avril 2013 : COMBUSTIBLES MOX : 40 antinucléaires rassemblés à proximité du port de Cherbourg sauvent "l'honneur de la France au Japon"

Alors que la délégation inter CLI s'était tout juste envolée vers le JAPON, alors que Fukushima connaissait à nouveau des problèmes de fuites et de refroidissement, AREVA n'a pas hésité à faire partir du port de CHERBOURG, un nouveau convoi de combustibles MOX (1) destiné à la centrale japonaise de Takahama. À toutes celles et ceux qui se demandent à quoi ressemble dans notre presque île au nucléaire, la reprise du commerce juteux du combustible MOX vers le Japon, les images édifiantes de l'excellent blog de notre ami Jeudi, en donneront une idée.

<http://leblogdejeudi.fr/mox-40-antinucleaires-pacifistes-sauvent-lhonneur-de-la-france-au-japon/>

- **Partis mercredi 17 avril à 0h 20 de l'usine AREVA de retraitement-extraction de plutonium de la Hague, trois camions transportant le combustible nucléaire sont arrivés deux heures plus tard sur le port de Cherbourg.**

- **40 antinucléaires de Greenpeace, du CRILAN, du NPA, d'EELV, étaient là depuis 18h, entendant dénoncer cette reprise du business, au mépris du peuple japonais. Les images de leur mobilisation solidaire ont été diffusées au Japon.** Les journalistes, notamment Japonais, nombreux dès la veille au soir, **ont retransmis la manifestation en direct.** Nombre d'interviews ont été réalisées cependant sans beaucoup de répercussion dans les médias français.

- **L'opération se préparait depuis plusieurs semaines:** sur le trajet de 40 Km, rien n'avait été laissé au hasard : chaque carrefour avait été photographié, chaque "chasse" et chemin avaient été inspectés, les hélicos survolant la route...



-**Au jour J, 1000 policiers ont été réquisitionnés ! Dès le lundi 15, l'air est devenu de plus en plus irrespirable du côté de Beaumont-Hague. Le président du tribunal de Grande Instance de Cherbourg avait pris, sur requête d'Areva, une ordonnance interdisant l'approche du convoi de MOX, sous peine d'une sanction de 75.000 euros. Cette ordonnance faisait défense à quiconque d'approcher à moins de 300 mètres du MOX sur le port de Cherbourg et à moins de 500 mètres du navire assurant le transport en mer. Il interdisait également de créer toute gêne à leur acheminement.** Des négociations avec les

forces de l'ordre ont permis aux manifestants d'assister au passage du convoi, dans la nuit, alignés le long d'un grillage.

Justice d'exception, encadrement policier démesuré : Pour beaucoup de militants locaux, malheureusement, rien que du déjà vu au pays du nucléaire !...

(1) Le Mox, c'est cet assemblage d'uranium et de plutonium, fabriqué par l'usine Melox, située sur le site de Marcoule, dans le Gard. C'est aussi un combustible hautement toxique et qui pose de nombreux problèmes de sûreté..Pour en savoir plus:

(2) <http://www.bastamag.net/article3033.html>
<http://bit.ly/ZiZrOV>

(3) La diversion "camp de Bricquebec" poisson d'avril des Stop Castors a bien fonctionné apportant une dérision qui a fait plutôt du bien dans ces moments de tension.

Par ailleurs, le Crilan avait envoyé une lettre ouverte au premier Ministre pour protester contre cet envoi de Mox au Japon ; la réponse reçue bien après le départ le renvoie à... la Ministre de l'Ecologie.

**“Quand la sûreté nucléaire entre en carénage” ou
“Quand les mouettes ont pied, il est temps de virer” (Dicton marin breton)...**



Le “spectacle du grand carénage”, le 28 mars à l’espace culturel des Pieux, avec Nucléopolis, EDF et la CCI de Cherbourg...

NUCLÉOPOLIS

Nucleopolis , basé à Caen, se veut la vitrine de “l’excellence du pôle nucléaire” bas Normand.

Ce pôle normand de science nucléaire, né en 2010, unit les différents acteurs du nucléaire dont l’idée est de faire de la région un pôle de compétitivité dans le domaine.

S’y sont associés, des entreprises du nucléaire comme AREVA, EDF ou l’ANDRA des PME, des laboratoires de recherche comme le GANIL ou Cycéron, l’école d’ingénieurs en nucléaire de l’Ensi-Caen, des collectivités territoriales etc...

Le but : « *Vendre la filière nucléaire normande à l’extérieur. Nous avons le savoir-faire. Il faut le faire savoir.* »

Ironie du calendrier : 10 jours après la réservation par le CRILAN de l’espace culturel des Pieux où devant une salle comble, **Nicolas LAMBERT** donnait son excellent spectacle, **“Avenir radieux, une fission française”**, une fresque sur la manière dont le nucléaire a été imposé au pays, d’autres acteurs montaient sur la même scène mais pour donner un tout autre spectacle.

Ce 28 mars, une centaine de chefs d’entreprise étaient en effet réunis à l’initiative de NUCLÉOPOLIS (voir ci-dessus), d’EDF Flamanville et de la Chambre de commerce et d’industrie de Cherbourg, dans la plus grande discrétion, pour informer ces derniers à propos de l’opération “Grand Carénage” (cf encadré) On y a beaucoup parlé gros sous et emplois à venir, **dans la perspective du fonctionnement de toutes les centrales françaises jusqu’à 60 ans. soit le doublement de leur autorisation première !** Que la future ex-Madame MEDEF et Mr. Le Paon de la CGT ne s’inquiètent pas : leur souhait est en passe d’être exaucé.

Pendant qu’on cause, ailleurs, de transition énergétique, ici, aux Pieux, on “s’affaire” à préparer la continuité de toutes les centrales françaises jusqu’à 60 ans ! Dans la plus grande discrétion et sur invitation...

Opération “Grand carénage” d’EDF

« **Le Grand Carénage est une opération de maintenance nationale et décennale sur toutes les centrales nucléaires françaises. Prévu à partir de 2015, il consiste d’une part, lors des visites décennales, à remplacer les composants clés dans la perspective du fonctionnement de toutes les centrales françaises jusqu’à 60 ans, d’autre part, dans le cadre des réévaluations périodiques de sûreté, à apporter des améliorations pour renforcer la prévention et la robustesse face aux accidents graves et aux agressions externes (séisme, inondation, etc.).**

Le Grand Carénage démarrera à Paluel en 2015 (Haute Normandie) puis arrivera à Flamanville à l’horizon 2017

Et dire qu’on voudrait nous faire croire à la grande transparence du nucléaire...

Pour faire connaître ce nouveau déni démocratique et dénoncer des pratiques industrielles et politiques qui condamnent l’avenir, le CRILAN était présent devant l’Espace culturel des PIEUX où il a distribué un tract aux participants.

Présents, à nos côtés, également, une trentaine de militants “stop castors” dont le but était d’entraver le bon déroulement de la machinerie nucléaire.

Dossier de presse :

<http://www.s323409623.onlinehome.fr/carénage.pdf>



Le projet de P(i)PI de l'arsenal (DCNS) de Cherbourg : Avancée ou retour en arrière ?

Le public a été consulté à propos du projet du Plan Particulier d'Intervention du Port militaire de CHERBOURG. Dans le dossier, les risques liés aux Installations nucléaires sont certes reconnus mais minimisés .Il s'agit de ceux liés :

- ➔ à l'installation des réacteurs de propulsion de conception américaine-Westinghouse, du même type que ceux de Flamanville, plus petits et plus compacts ;
- ➔ Aux démantèlements des sous-marins en fin de vie ;
- ➔ À l'entreposage de leurs résidus et des combustibles irradiés sur un lieu proche de la digue du Homet et de la mer, entreposage effectué en attente de transfert jusqu'à maintenant vers Cadarache et bientôt vers Marcoule, mais de tels combustibles irradiés se succèdent et sont donc en permanence stockés.

L'arsenal militaire peut donc comporter des risques, certes de moindre ampleur, mais du même type que ceux des centrales nucléaires et des piscines de la Hague et ce, au coeur d'une agglomération cherbourgeoise d'environ 100 000 habitants.

- Des pas menus ont timidement amélioré les plans qui se sont succédés :
 - ✓ Possibilité de distribuer des comprimés d'iode de potassium à temps, pour saturer la thyroïde et la protéger de l'iode radioactive (Rien n'est à ce jour opérationnel pour se protéger des autres radioéléments).
 - ✓ Création en 2003 d'une commission mais non publique et non ouverte à la presse, dont le CRILAN est membre ainsi que l'ACRO et le CRÉPAN. sous la double responsabilité des Préfets maritime et de la Manche,

• Mais d'autres grands pas aujourd'hui retournent en arrière :
Après la catastrophe de Fukushima, l'Union européenne a demandé aux États d'évaluer la sécurité de leurs installations nucléaires civiles et de prendre des mesures de prévention. En ont été exclus, à la demande des gouvernements du Royaume Uni et de la France, les risques des installations militaires, de même que les risques d'attentats.

Circulez, il n'y a rien à voir ! Il n'est pas admissible que les populations concernées ne soient pas mises au courant. La démocratie ne peut exister sans une information complète et contradictoire des risques encourus par ces dernières. Rien n'est évoqué en ce qui concerne les effets d'un accident majeur à la Hague ou à Flamanville, à l'arsenal et pour l'agglomération cherbourgeoise.

Deux PPI ont été imaginés dans le dossier de la consultation:

- Un premier dans un cercle de 500 mètres seulement qui englobe surtout l'arsenal.
- Un second, dans un cercle de deux kilomètres, en recul, même par rapport à celui de 1986, et en contradiction avec la déclaration- dans le dossier- selon laquelle ces PPI s'intègrent dans le Plan Orsec départemental et même avec les emplacements prévus pour les évacuations, jusqu'à Coutances et Marigny en passant par Valognes, Bricquebec et la Haye du Puits.
- Les risques inhérents à l'entreposage des combustibles nucléaires irradiés sont à peine évoqués.
- La complexité de la mise en oeuvre de ces PPI, depuis le Préfet maritime jusqu'au Maire, en passant par les Préfet et sous-Préfet civils ressemble plus à une figure de style bureaucratique qu'à la volonté de la recherche de l'efficacité.
- Qui plus est, le Ministre de la Défense LE DRIAN est cité dans la petite brochure qui devra être distribuée aux populations, justifiant la force de frappe nucléaire française. Information ou propagande du Gouvernement pour le complexe militaro-industriel du nucléaire?

Découvrez la totalité de la contribution du CRILAN sur le site de l'association, rubrique "Arsenal"

Voici ce qu'en a retenu le "Canard enchaîné" du 17-04-2013.

Cherbourg le mou Canard enchaîné 17.04.2013

<p>COMMENT évacuer une agglomération d'environ 100 000 habitants en cas d'accident nucléaire ? Jusqu'au 22 avril, la sous-préfecture de Cherbourg consulte le populo plus discrètement qu'à Nogent (juste une petite annonce parue dans un journal local) à propos du projet de plan particulier d'intervention (PPI) de son port militaire, là où sont construits et démantelés nos sous-marins nucléaires. Sur place, outre les</p>	<p>chaudières atomiques des navires, on trouve aussi des résidus atomiques et des combustibles usés, le tout à deux pas du centre-ville.</p> <p>En cas d'accident entraînant la fusion du cœur nucléaire d'une chaufferie, le plan prévoit deux scénarios, le premier avec un rayon d'intervention de 500 mètres, le second de 2 km. Dans le premier, on ne met à l'abri que le personnel de l'arsenal militaire, soit environ</p>	<p>5 000 personnes. Dans le second, 25 000 des 100 000 habitants de Cherbourg sont concernés (au doigt mouillé), et 40 points de bouclage de la zone prévus.</p> <p>La sirène municipale retentira et les habitants seront prévenus par des voitures munies de haut-parleurs, les invitant à rester confinés chez eux.</p> <p>Et, pour savoir s'ils font partie des 25 000 ou du reste, ils consulteront les petites annonces ?</p>
--	--	---

**UNE DÉLÉGATION Inter CLI DE LA MANCHE AU JAPON :
UNE VISITE SOUS CONTRÔLE DANS LA PRÉFECTURE DE FUKUSHIMA.**

13-21 AVRIL 2013

Didier ANGER

LES COMMISSIONS LOCALES D'INFORMATION (CLI) PRÈS DES INSTALLATIONS NUCLÉAIRES DU NORD COTENTIN (INB) EN VISITE SOUHAITÉE :

Les autorités japonaises semblent intéressées par la création de CLI près des INB, prétendument indépendantes en France, et du pouvoir central et des industriels, à composition diversifiée, élus, experts, syndicalistes et associations, dans lesquelles on évoque une “ nouvelle gouvernance ”, expression de plus en plus employée, sans que l'on en définisse le contenu.

Les visées commerciales d'AREVA et de ses prédécesseurs, ne se sont pas souciées, en leur temps, des forts risques sismiques, répétitifs dans cette partie de l'Est asiatique. AREVA est bien , de ce fait, co-responsable de la situation critique, de la catastrophe nucléaire japonaise., Comme elle le sera en cas de vente à la Turquie...

Sous la responsabilité du Conseil Général de la Manche, une délégation du groupe de travail inter CLI post Fukushima sur les risques du nucléaire, souhaitait pour sa part se rendre au Japon dans la Préfecture (Département) de Fukushima où se situent les réacteurs accidentés, en bord de mer, avant de publier son “livre blanc” .

Le “chef” de la délégation était Pierre BIHET, conseiller général PS, employé d'AREVA NC. Ce “ chef ” m'a d'ailleurs à deux reprises, reproché, avec véhémence, mes interventions “déplacées”. Faisaient partie de la délégation, 3 autres élus, anciens , ou encore employés d'AREVA NC, dont le maire de Flamanville, le Président du District des Pieux, le maire de Digulleville où se situe le centre de stockage Manche (CSM), un conseiller régional EELV, un scientifique, ancien du CEA à la Hague, un représentant des “ordres” (Pharmacien), un agriculteur de la Hague (FDSEA), 2 syndicalistes d'AREVA (FO et CGT). Complétaient la délégation, 2 associatifs, Yannick ROUSSELET pour Greenpeace et moi-même pour le CRILAN.

La délégation était accompagnée de trois salariés du Conseil général dont le directeur des CLI et de cinq journalistes (FR3, La Presse de la Manche, Ouest-France et la Manche Libre).

On le constate, le rapport de forces au sein de cette délégation était en faveur d'AREVA NC. Étonnante absence d'EDF.

UNE VISITE SOUS CONTRÔLE D'AREVA :

Nous devons êtres reçus , le premier jour à l'ambassade de France, par l'ambassadeur. **En fait nous l'avons été par le spécialiste nucléaire de l'ambassade, Monsieur XERRI, ancien responsable pour COGEMA, puis AREVA, des transports nucléaires, et ce, le jour-même où devait partir de Cherbourg, un cargo chargé de MOX vers la centrale nucléaire de TAKAHAMA, sur la côte ouest du Japon. Quelle coïncidence !**

AREVA est en effet très présente au Japon :

- Construction par le CEA dans les années 70 d'un premier centre expérimental de retraitement-extraction du plutonium à TOKAÏ-MURA;
- Construction de petits surgénérateurs JOHIO et MONJU,
- Fourniture de plutonium extrait à la Hague en 1984 et 1992 ;
- Approvisionnement en combustible MOX, fabriqué à l'usine MELOX de MARCOULE, notamment pour le réacteur 3 de FUKUSHIMA, accidenté.

Les visées commerciales d'AREVA et de ses prédécesseurs ne se sont pas souciées, en leur temps, des forts risques sismiques, répétitifs dans cette partie de l'EST asiatique.

AREVA est bien , de ce fait, co-responsable de la situation critique de la catastrophe nucléaire japonaise.

Ce responsable nucléaire de l'ambassade a par ailleurs contrôlé les premières rencontres officielles des deux premiers jours de visites, avec l'Autorité de Régulation Nucléaire, la Commission de l'énergie nucléaire appartenant au cabinet gouvernemental et le National Institute of Radiological Science, le représentant de ce dernier, grand pratiquant de la “langue de bois”.

C'est avec le même Monsieur XERRI que nous devons, le dernier jour, “debriefier” notre visite, au cours d'un repas. J'ai fait remarquer que cette pratique était incohérente avec la présentation des CLI, selon laquelle elles se voulaient indépendantes, et des entreprises nucléaires, et du pouvoir politique. Mis aux voix, ce “debriefing” n'a finalement pas eu lieu, mais le représentant du nucléaire à l'ambassade a malgré tout mangé avec nous.

UNE STRATÉGIE NOUVELLE POUR LA RELANCE DU NUCLÉAIRE :

Les maires rencontrés à l'ambassade étaient tous issus d'autres sites nucléaires que de ceux du secteur de la Préfecture de FUKUSHIMA. Tous plus ou moins favorables à la reprise des activités des centrales nucléaires. Le pouvoir des collectivités locales étant plus important qu'en France, **il est probable que le pouvoir central les laissera prendre les décisions, non globalement, mais au coup par coup.**

On ne nous a pas fait rencontrer le maire de FUTABA, commune la plus proche de la centrale endommagée, qui a démissionné, notamment, parce que les normes, dites admissibles d'exposition à la radioactivité pour les populations avaient été multipliées par 20 (de 1 mSv par an à 20) ce qui a permis, d'une part, d'avoir moins de personnes à évacuer et de réfugiés à reloger et d'autre part de faciliter le retour de populations en terre contaminée.

Parmi les autres maires rencontrés à l'initiative des responsables de la délégation, il y avait des antinucléaires ou des maires qui le sont devenus, mais qui sont, cependant pour ce retour au Pays. Ils s'appuient sur la volonté d'une fraction de la population : les plus anciens, attachés à leur pays entre mer et montagne, leur culte, les cimetières de leurs ancêtres. On nous a fait rencontrer une vieille dame, propriétaire d'un restaurant dans lequel nous avons dîné. Alors qu'antinucléaire au moment de la construction de la centrale, elle s'en voulait de s'être habituée à son existence, une fois construite. Elle s'oppose aujourd'hui à toute remise en activité des centrales mais en même temps, elle souhaite de façon passionnée et émotionnelle le retour le plus rapide possible. Elle fait appel à la solidarité internationale pour faire renaître économiquement son pays.

Un écrivain local a ajouté "*c'est pour la bonne cause*", sans se rendre compte que cette prise de position sert les intentions des nucléocrates du Monde entier : faire croire aux peuples qu'on peut vivre sur les terres contaminées, qu'un accident nucléaire n'est pas irrémédiable, qu'il n'est pas de nature à empêcher la relance de l'industrie nucléaire.

Un responsable de la reconstruction, dépendant du Ministère de l'environnement, a même fait état, devant nous, d'une étude, selon laquelle "*une dose reçue de 100 mSv/ an n'induirait que 0,5% de cancers mortels en plus et que cela ne devait pas empêcher de prendre en compte les bénéfices de l'énergie nucléaire pour l'Humanité*" ! Le Professeur Pellerin après Tchernobyl, en 1986 en URSS n'avait même pas osé envisager une telle augmentation des doses admissibles..



Le maire de Iitate commentant la carte des contaminations

EN RÉALITÉ, NOUS N'AVONS PU RENCONTRER DE MILITANTS OPPOSÉS À CES RETOURS.

Cependant, ils existent. Dans la commune de Kawauchi, 10% de la population était restée, après la catastrophe. Aujourd'hui, 30% des habitants sont revenus. Dans certaines communes, où l'autorisation de retour au Pays a été donnée, au mieux, deux ans après l'accident, 40% sont rentrés. Les jeunes ont cherché du travail ailleurs, ils y referont leur vie. Seulement 10% d'enfants ont regagné les écoles. À MINAMISOMA, à la limite du rayon de première évacuation des 20 Km, dans 5 écoles sur 12, 40% des enfants sont revenus, mais ils n'ont pas le droit au plein air plus de 2 heures par jour. Dans le quartier d'ODAKA, toujours à MINAMISOMA, divisée en plusieurs zones, on a pu se promener parmi les maisons délabrées et rencontrer un couple de coiffeurs qui se sont réinstallés mais qui n'ont au mieux que ...5 clients par jour, qui n'ont pas le droit d'habiter dans leur maison et auxquels on doit apporter de l'eau quotidiennement. Ils sont une sorte de tête de pont pour le retour. Près de chez eux, le chauffeur de notre car a attiré notre attention vers une gouttière, : près de l'eau qui s'en écoulait, deux ans après, nous avons pu relever de fortes doses entraînant de fortes tensions dans le groupe et sur les résultats et sur leurs conséquences.

NOUS AVONS PU CEPENDANT RENCONTRER RAPIDEMENT DEUX LABORATOIRES ASSOCIATIFS INDÉPENDANTS.

-L'un à TOKYO dont FR3 a pu visiter les installations sur la montagne dans l'arrière pays, qui travaille en liaison avec l'ACRO.

-L'autre, dans la ville de FUKUSHIMA, en relation avec la CRII-rad ,le Citizen Radioactivity Mesuring Station,(CRMS). Détail signifiant, les 2 syndicalistes d'AREVA NC ont refusé de rencontrer ce dernier.

Ces labos ont reçu de France des aides en matériel et en formation. Ces associations exercent des contrôles sur le sol, l'eau, la végétation, les aliments, les urines...Elles essaient d'établir des statistiques sur les maladies déjà induites, notamment à la thyroïde par la dispersion de l'iode 131. Les populations n'ont été informées souvent que plusieurs jours après l'accident.

Selon ces deux associations, sur 38 000 tests, il y aurait eu déjà 7 à 10 cas de cancers de la thyroïde chez les enfants ce qui est nettement supérieur à l'estimation habituelle et naturelle au niveau mondial.

Elles sont conscientes que la vigilance devra s'exercer très longtemps. Au delà des problèmes liés aux rejets

d'iode 131 de 8 jours de période et de 3 mois de durée de vie se posent les problèmes dus au césium (30 ans de période, 300 ans de durée de vie) qui se fixe sur les muscles (dont le coeur) et y induit cancers et problèmes cardiaques et également dus au strontium, (même période, même durée de vie), qui se fixe sur les os y induisant cancers et leucémies. Quid du plutonium à la toxicité par inhalation infime pour les poumons, la composition sanguine dont la période est de 24 000 ans et la durée de vie de 240 000. Même si la plus faible dispersion de ces éléments est actuellement moins inquiétante, leur accumulation, notamment par l'alimentation et les éventuelles contaminations internes militent pour le non retour.

Ces associations exigent le respect de la norme de 0,1 mSv / an à ne pas dépasser, surtout pour les enfants. Il y aurait selon CRMS, une cinquantaine d'associations du même type . Il est envisagé courant mai 2013 que ces associations de contrôle indépendant accroissent leur efficacité en fonctionnant en réseau.



Rencontre, à Tokyo avec le laboratoire en liaison avec l'ACRO.



À Fukushima, dans les locaux du CRMS

POUR FACILITER LES RETOURS, IL A ÉTÉ DÉCIDÉ DE "DÉCONTAMINER"

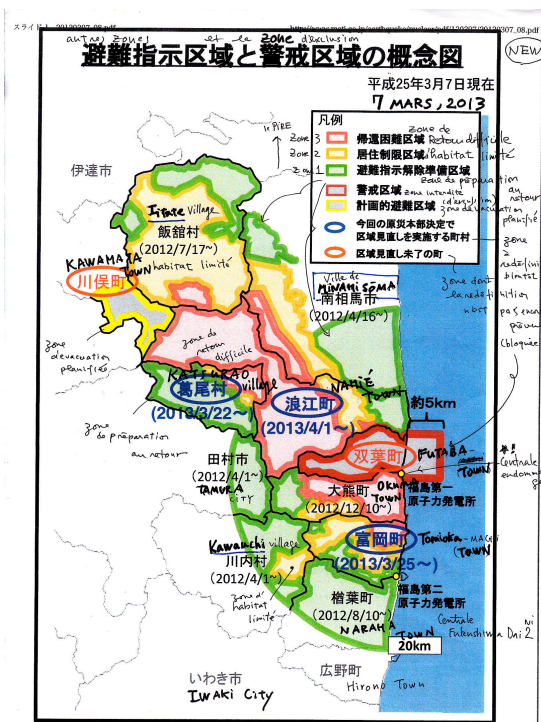
Trois zones ont été définies plus affinées que la première zone de 20Km , toujours sur la base d'exposition de 20 mSv /an à ne pas dépasser.

90% de la radioactivité libérée -une chance selon le représentant du ministère de l'environnement japonais!...- est allée à l'Océan Pacifique. Les pêcheurs et aquaculteurs, nombreux au Japon qui vivent beaucoup de la mer, ne sont sûrement pas de cet avis, mais nous n'avons pas rencontré ces derniers.

La dispersion terrestre (cf dernière carte du 7 mars 2013) s'est effectuée sous la forme d'une langue ou d'une plume, plus fortement vers le Nord Ouest et un peu entre deux chaînes de montagnes par inversion NE-SO vers TOKYO. On visualise sur la carte:

- Une zone de retours difficiles en rouge.
- Une zone, en jaune, dite d'habitat limité
- Une zone en vert de préparation au retour.

Mais dans la zone rouge, elle-même, une partie reste zone interdite ; d'autres sont à redéfinir et la définition de certaines reste bloquée.



On s'aperçoit, en fait qu'une zone abstraite d'évacuation, de 5,10, 20, ou 30 km tracée au compas n'a aucun sens, si ce n'est au début de la catastrophe comme première mesure de précaution. La première zone de précaution d'un rayon de 20Km dépassait nettement les mesures prévues par nos Plans Particuliers d'Intervention français (PPI). Ensuite, c'est la météo des jours de dispersion d'éléments radioactifs qui décident sous formes de taches de léopard, selon les retombées au sol (vents et pluies). Certaines communes comme LITATE sont découpées par les 3 zones et la mairie a dû être déplacée dans une commune extérieure.



Il arrive que des policiers vous arrêtent et vous fassent faire demi-tour.

DE QUELLE DÉCONTAMINATION S'AGIT-IL?

Priorité a été donnée à l'enlèvement de terres contaminées sur 5 à 15 centimètres d'épaisseur, à proximité des habitations (Précaution par rapport aux poussières), mais le ruissellement des eaux des terres en pentes peut ramener la contamination . Les terres contaminées ramassées sont mises en sacs plastics noirs ou bleus, entassés en attente, au



Les décontamineurs à l'oeuvre....

bas des pentes, jusque dans les bois comme à Kawauchi. Mais où les transporter et qu'en faire ? Personne ne se sent solidaire au point de les accepter. Les entasser dans des régions désertifiées? Le Japon a deux fois plus d'habitants que la France sur un territoire qui s'étend sur les trois cinquièmes de la superficie de notre pays. Et qui plus est, utilisable qu'entre mer et montagne. En montagne? Les ruissellements sont importants (neige l'hiver, pluies de type mousson l'été). Dans les zones les plus proches de la centrale comme à Futaba où l'ancien maire refuse que sa ville devienne une poubelle radioactive?

Cette opération vise davantage à rassurer les populations et à les faire retourner sur leurs précédents lieux de vie qu'à une réelle efficacité environnementale et sanitaire.

Nous avons pu voir des hommes, sous masques, en tenue, et bottes, travailler à gratter la terre. Il arrive que des policiers vous arrêtent et vous fassent faire demi-tour. Les sacs s'entassent partout, des maisons abandonnées se délabrent. Nous ne pourrions même pas apercevoir la centrale dévastée par les diverses explosions.

À KAWAUCHI et à MINAMISOMA, nous avons vu des tentatives de réintroduction du riz, du thé traditionnel et du maraîchage, mais sous serres "hydroponiques" de productions hors sol, consommant beaucoup d'eau dont il faut surveiller la provenance et la qualité. Et même, pour l'une d'entre elles, tenue par un ancien de TEPCO une alimentation en électricité par une micro centrale solaire.



Des hommes, sous masques, en tenue, et bottes, s'activent à gratter la terre. contaminée

UNE RENCONTRE INSOLITE ET IMPRÉVUE :

Les journalistes de FR3 voulaient rencontrer des agriculteurs. Au dernier moment, on nous a dirigés, vers 3 agriculteurs, a-t-on dit, réunis comme dans un GAEC, pour sauver des bovins en manque de nourriture.

Un tas de carcasses desséchées, des bovins faméliques

Nous sommes tombés sur une vingtaine de personnes qui ressemblaient davantage à des employés de services administratifs. Elles ont arrêté leur travail, sans explication, apparemment gênées de notre venue. Il y avait

là plusieurs centaines de bovins, pour beaucoup faméliques, sauf une vache en gestation, alors que le foin de réserve n'était pas en quantité. Dans un coin de champ, s'entassaient quelques carcasses desséchées d'animaux morts fautes de soins; un spectacle devenu plutôt rare, maintenant, selon d'autres sources. Nous avons eu l'impression, y compris pour les agriculteurs de la délégation "horriifiés par de telles méthodes qui ne se font plus chez nous" et "donnant une mauvaise impression de notre métier", qu'il s'agissait en fait d'un équarrissage massif d'animaux dont on ne pouvait plus s'occuper. Nous resterons sur nos doutes, sans explications, dans une zone fortement contaminée, selon nos contrôles personnels.



TEPCO ET L'INDEMNISATION DU DOMMAGE NUCLÉAIRE:

"Partout, la même désolation de l'abandon"



Auparavant, nous avons été reçus par des membres de la direction de TEPCO, propriétaire des réacteurs accidentés.

Au Japon, l'industrie nucléaire est la propriété d'entreprises privées, mais comme nous l'a affirmé, l'ex-gouverneur de la Préfecture, SATO - par ailleurs membre éminent du Rotary Club qui nous a reçu (rencontre officielle), les exploitants et le Gouvernement ont partie liée.

En cas d'accident, selon la loi japonaise "l'exploitant peut être exempté de toutes responsabilités lorsque les dommages sont causés par une catastrophe naturelle grave ayant un caractère exceptionnel" et ce n'est "qu'en cas de cette exception que le gouvernement prendra les mesures nécessaires afin de soulager les victimes et de prévenir tous les dommages". Le Japon n'est pas concerné par des conventions internationales relatives à la responsabilité civile nucléaire comme la convention de Paris.

L'accident a eu lieu le 11 mars 2011. Ce n'est qu'en septembre que le fonds pour réparation des dommages nucléaires a été constitué. Ont été distinguées, indemnités pour évacuations forcées et indemnités pour évacuations volontaires, beaucoup moins importantes. A ce jour, environ, 15,8 milliards d'€ pour les premières et 1,2 milliard pour les secondes. En ce qui concerne les premières, 2 fois plus pour les entreprises et entrepreneurs que pour les particuliers. 17 milliards d'€ ont déjà été payés.

A ma question quant à la fin programmée du processus, il m'a été répondu qu'il n'y avait pas de fin programmée mais que le coût global ne saurait excéder 25 milliards pour les victimes. A comparer avec une étude de 2007 de l'IRSN qui envisageait pour la France un coût maximal global de 5800 milliards d'€, coût qui bien sûr ne comprenait pas seulement l'aide aux victimes. Récemment elle a avancé que le coût médian pourrait être de l'ordre de 120 à 430 milliards d'€ selon que les rejets radioactifs seraient retardés et filtrés, Dans les annexes de la Cour des Comptes de janvier 2012, on relève une fourchette de 600 à 1000 milliards.

LE COÛT RÉEL DE CES INDEMNISATIONS SOUVENT RÉDUITES ET INSATISFAISANTES POUR LES VICTIMES SERA CERTAINEMENT DIFFICILE À SAISIR...

ALORS QUE LA FRANCE SE PRÉPARE À RAFISTOLER SES VIEILLES CENTRALES POUR PROLONGER LEUR VIE À 60 ANS ET QU'ELLE CONTINUE À FAIRE DU "BIZNESS", NE TOMBONS PAS DANS LE PIÈGE!...

Au Japon, les collectivités locales ont pris part, plus rapidement, et à leurs frais, aux mesures à prendre (évacuation, logements pour réfugiés, décontamination etc...) et ont de ce fait, aidé TEPCO et L'État. **Le coût réel de ces indemnités souvent réduites et insatisfaisantes pour les victimes sera certainement difficile à saisir.**

QUE RETENIR DE CE VOYAGE ?

1° Nous n'avons pas pu voir les réacteurs endommagés. Des fuites continuent. Que devient le corium? **La catastrophe n'est toujours pas terminée. Quant à la décontamination et à la reconstruction, leur efficacité paraît aujourd'hui dérisoire et illusoire.**

2° Actuellement seuls, deux réacteurs sur 54 fonctionnent et l'économie japonaise ne semble pas en avoir beaucoup souffert, surtout quand on constate la débauche d'énergie dans des villes comme TOKYO. **Ceci démontre , dans les faits, la possibilité de sortie rapide du nucléaire.**

3° Les pieuvres nucléaires privées japonaises valent bien la pieuvre d'État française. **Selon plusieurs sondages, 78 à 80% des Japonais souhaitent que l'on ne remette pas en marche les centrales nucléaires arrêtées,** mais le nouveau gouvernement nationaliste qui a remporté les dernières élections dans un contexte conflictuel avec la Chine pour des îlots, et qui profite de l'exacerbation des querelles entre la Corée du Nord, stalinienne, et la Corée du sud protégée par les USA, se verrait bien doté d'une défense nucléaire appuyée sur le nucléaire civil comme le réclamait le Premier Ministre NAKOSONE, il y a déjà plus de 20 ans.

4° **La pieuvre nucléaire internationale qui profite de la menace de l'effet de serre et qui a vu sa relance stoppée par l'effet FUKUSHIMA, veut se servir, maintenant, des retours organisés dans les zones contaminées, après en avoir minimisé les conséquences.** Elle veut montrer que l'on peut y vivre, que les bienfaits du nucléaire dépassent et de loin ses conséquences néfastes. **Les retours au Pays, que l'on peut comprendre émotionnellement , ne doivent pas servir de caution pour relancer la conquête du Monde par le nucléaire avec son centralisme, son autoritarisme et ses risques.** L'administration OBAMA(1) ne vient-elle pas de décider de réhausser elle aussi les doses admissibles pour les populations en cas d'accident nucléaire aux USA ?

5° S'agit-il, par ce que l'on appelle "*une nouvelle gouvernance*" en France- **d'essayer de faire collaborer des associations à cette nouvelles stratégie ?** Celle-ci n'est pas si nouvelle. Elle a déjà été préparée, depuis quelques années, avant même FUKUSHIMA par le comité directeur pour la gestion de la phase post accidentelle (CODIRPA)2 émanant de l'Autorité de Sécurité nucléaire (ASN) qui depuis a fait appel à TRIESSE (3), cabinet lyonnais et à l'agence pour l'énergie nucléaire(AEN).

Ceci signifie clairement que l'on se prépare à une catastrophe nucléaire, en France, comme ailleurs dans le Monde, et que l'on essaie d'en gérer les effets, de façon à sauver l'industrie nucléaire. **Alors que la France se prépare à rafistoler ses vieilles centrales pour prolonger leur vie à 60 ans, et qu'elle continue de se considérer à la pointe du développement du nucléaire dans le monde- "*business is business !*", ne tombons pas dans le piège. VIGILANCE...**

Les Pieux, le 26 avril 2013,

Didier ANGER



¹ <http://gen4.fr/2013/04/heritage-nucleaire-obama-valide-nouveaux-seuils-contamination.html>

² [Comité directeur gestion de phase post-accidentelle - ASN](#)

³ <http://www.triesse.fr/nos-realizations/nos-realizations/evaluer-un-projet-complexe.html>

Le printemps était si beau à Fukushima...





10 route d'Étang-Val
50340 LES PIEUX



02 33 52 45 59

www.crilan.fr

**Adhérez,
ABONNEZ-
VOUS**

**Auprès de
Michel LEMIERE
5 impasse
G.Flaubert
14280
ST.CONTEST**

**Abonnement-
adhésion : 15 €
(Donnant droit au
journal)
Pensez à votre ré-
adhésion.**

LE DÉBAT PUBLIC CIGEO S'EXPORTE DANS LA MANCHE...

Ce nouveau débat public, exigé par la convention d'Aarhus, signée par la France, est une fois de plus faussé : le choix de l'enfouissement profond des déchets nucléaires de haute activité, et des MA-VL, a déjà été retenu par le Parlement(voir ci-contre). En fait, il ne s'agit que d'une campagne d'information sur CIGÉO. Il en est de même quant à la continuation du programme nucléaire et du retraitement. Le pouvoir nucléaire décide d'abord, on peut discuter après. **En conséquence, le CRILAN n'y participera pas en tant que tel, même s'il réaffirmera ses propositions alternatives, pour prendre date, dans un cahier d'acteur. Ses adhérents et sympathisants ne resteront pas inactifs dans ou hors la salle.**

**CIGEO
Pour Centre
Industriel de stockage
géologique. Une loi de 2006,
prise après un premier débat
public a déjà retenu le stockage
profond pour les déchets
nucléaires de haute activité
(HA) et de moyenne
activité à vie
longue(MA-VL)**

CHERBOURG

Jeudi 27 juin 19-22 heures

Salle Montécot-rue Léon Jouhaux

*Thème : "L'inventaire prospectif des déchets dans
différentes hypothèses d'évolution du nucléaire*

BRÈVES....BRÈVES...BRÈVES...BRÈVES...BRÈVES...BRÈVES...

De mauvaises nouvelles sur le plan juridique:

Nous sommes déboutés pour 2 recours devant le Conseil d'État:

- Contre ICEDA avec 11 autres associations dont SDN Cornouaille et la CRII-rad , condamnées à payer chacune 300 euros (Les dons sont à envoyer à Sortir du nucléaire Cornouaille-53 impasse de l'Odet-29000 Quimper)
- De la demande d'annulation de l'arrêté du 25 juin 2010 portant déclaration d'utilité publique la ligne THT Cotentin Maine qui devrait évacuer l'électricité de l'EPR, là encore avec d'autres associations.
- Nous reste encore à suivre, toujours devant le Conseil d'État, notre demande d'annulation des nouvelles autorisations de rejets radioactifs et chimiques des réacteurs 1&2 de Flamanville et de l'EPR.

Une note optimiste pour finir :

La fierté du CRILAN d'avoir pu recevoir Nicolas Lambert et son spectacle "Avenir radieux, une fission française" devant une salle comble, dans la presque île au nucléaire, à la sortie d'une semaine météo haguepocalyptique...Un moment de convivialité, une réussite dont nous avons besoin, une autre façon de commémorer Fukushima et Tchernobyl...

